

On s'inquiète, on dénonce, on déplore et ...

Ce n'est pas la première fois que le Conseil relève ainsi les errances et entorses à l'Etat de droit dans ce pays , la Turquie dirigé depuis plus de vingt et un ans par Recep Tayyip Erdogan, lui-même emprisonné un temps avant d'accéder à la plus haute marche du pouvoir. Mais cette année semble avoir particulièrement retenu l'attention de l'institution européenne. Dans [son rapport, publié mardi 5 mars](#), M^{me} Mijatovic, dont le mandat s'achève le 1^{er} avril, constate une situation « *alarmante* » dans tout le pays en matière de droit et de justice.

La responsable bosnienne déplore les entraves à la liberté de réunion, évoquant « *une répression policière brutale* », « *des arrestations massives* » et des poursuites pénales contre des manifestants pacifiques. Elle regrette particulièrement les multiples interdictions de manifester visant les femmes, les défenseurs des personnes LGBT ou de l'environnement. Et de dénoncer le fait qu'à nouveau, ce 8 mars, « *la marche organisée à Istanbul à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes soit interdite depuis huit ans* ».

sources : JP D., www.coe.int

photo : D.R.